



Rencontre internationale de l' « économie des travailleurs » à Punto Fijo (Venezuela) du 22 au 26 juillet 2015

Dans ce dossier, nous avons compilé différents articles et éditos relatifs à la participation de l'association pour l'autogestion au réseau international de l' « économie des travailleurs » et à sa qualité de structure co-organisatrice de cette rencontre :

- **Convocation de la rencontre (Traduction en français) p.1 ;**
- **Edito d'avril 2015 p.5 ;**
- **Extrait assemblée générale de l'association (Février 2015) p.6 ;**
- **Article : « Enjeux et défis de la Ve Rencontre internationale de l'Économie des travailleuses et des travailleurs » (Mars 2015) p.6 ;**
- **Premières rencontres régionales de « L'économie des travailleur-se-s » à Pigüé et à Mexico (Octobre 2014) p.9 ;**
- **« L'économie des travailleur-se-s », une rencontre sud-américaine porteuse de perspectives (Novembre 2014) p.10 ;**
- **Rencontres « L'économie des travailleurs » : un essai à transformer (Février 2014) p.14.**

Ve rencontre de l'Économie des travailleuses et des travailleurs

Pointe Cardón - Péninsule de Paraguaná - État de Falcón

au Venezuela du 22 au 26 juillet 2015

I. Historique

Depuis 2007, les rencontres Internationales de "L'Économie des travailleurs-ses" se déroulent tous les deux ans, elles articulent un espace de débat entre des travailleur-se-s, des militant-e-s sociaux et politiques, des intellectuel-le-s et des universitaires sur les problèmes et les potentialités de ce que nous avons qualifiés d'Économie des travailleuses et des travailleurs. Elles sont basées sur l'autogestion et la défense des droits et des intérêts de la population qui vit de son travail, dans le cadre des conditions actuelles du capitalisme mondialisé néolibéral. Dans ce type de rencontre, les expériences d'autogestion générées par les peuples sud-américains, comme les entreprises récupérées en Argentine, en Uruguay et au Brésil, les mouvements coopératifs de travailleur-se-s, les expériences de contrôle ouvrier et de cogestion au Venezuela bolivarien, l'économie solidaire et les autres luttes pour l'auto-organisation du travail et de l'autogestion de l'économie définissent les axes de débat. Ces expériences impliquent de rediscuter et de repenser les problèmes nouveaux et anciens de la classe ouvrière, en les actualisant dans le contexte d'hégémonie néolibérale mondiale.

C'est sur ce principe que des camarades originaires d'une vingtaine de pays des Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Océanie ont participé aux quatre rencontres internationales précédentes à Buenos Aires (2007 et 2009), dans la ville de Mexico (2011) et à João Pessoa, au Brésil (2013). Lors de la dernière, il

a été décidé que la prochaine se réaliserait au Venezuela, dans l'État de Falcón - Péninsule de Paraguaná en 2015 et que des rencontres régionales seraient organisées au cours des années intermédiaires. La rencontre régionale européenne, organisée dans l'usine récupérée française Fralib, à Gémenos, Marseille, le 31 janvier et le 1^{er} février 2014, a été un grand succès. Les 3 et 4 octobre, la rencontre sud-américaine a également eu lieu dans une entreprise récupérée, l'usine des Textiles Pigüé, ce qui a signifié le retour de ces débats en Argentine où le processus de discussion internationale avait été initié. De la même façon, les 6, 7 et 8 novembre, la première rencontre régionale, correspondant à l'Amérique du Nord, Centrale et les Caraïbes s'est tenue dans la ville de Mexico. Cet événement s'est déroulé dans les locaux de l'Université ouvrière de Mexico, dans le cadre d'une grande mobilisation populaire marquée par la période terrible que traverse le peuple mexicain, au cours de laquelle -parce que la rencontre « L'Économie des travailleur-se-s » n'est pas seulement un espace de débat mais également de solidarité avec les luttes de la classe ouvrière et des peuples du monde- une déclaration de solidarité a été adoptée pour demander des éclaircissements sur la disparition des étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa.

II. Fondements

Dans les pays dits du tiers-monde, tout particulièrement en Amérique latine, des mouvements sociaux puissants, des organisations populaires et des mouvements de travailleur-se-s ont développé des processus d'organisation de base qui, dans de nombreux cas, se sont traduits par l'autogestion des unités économiques productives ou de services. C'est le cas notamment des entreprises récupérées par leurs travailleur-se-s ou des formes de cogestion, de contrôle ouvrier et d'autogestion du travail dans des secteurs urbains et ruraux. Dans certains cas, ces mouvements populaires sont parvenus à exercer une influence sur les gouvernements, comme on peut l'observer dans plusieurs pays sud-américains, en contribuant à la fois à redéfinir le rôle de ces états en tant que possibles vecteurs de dynamisation de ces processus, tout en restant des objets de contestation de l'appareil de pouvoir traditionnel et en posant de nouveau la relation entre ce pouvoir étatique et l'autonomie du mouvement populaire.

En articulant l'échange entre le monde universitaire engagé avec ces luttes, les travailleur-se-s et les militant-e-s sociaux, les rencontres de « L'Économie des travailleur-se-s » tentent d'aborder ces questions et de mettre en débat la lutte des travailleurs et des travailleuses dans les différents contextes nationaux, régionaux et internationaux. Elles cherchent ainsi à créer un espace de débat qui se développe à partir des perspectives des expériences d'autogestion économique des travailleurs. Les entreprises récupérées, les expériences autogestionnaires du travail, les coopératives, les mouvements de travailleurs organisés syndicalement, les travailleurs ruraux, les mouvements sociaux, les courants politiques et intellectuels, entre autres, ont contribué au développement de ces rencontres.

Comme nous l'indiquions lors des précédentes invitations : « Bien que sous forme distincte et non hégémonique, les différents secteurs et les expressions d'une classe ouvrière de plus en plus diversifiée représentent déjà des alternatives qui ne se limitent pas à la sphère économique, mais qui concernent également des sphères qui permettent de percevoir une imbrication avec des processus culturels basés sur des relations non-capitalistes et qui préfigurent des espaces où les relations internes de pouvoir et de genre sont susceptibles d'être rediscutées, tout comme la relation avec la communauté. Ces processus, présents dans les usines récupérées et les entreprises autogestionnaires émergentes, permettent d'entrevoir ce que les travailleur-se-s, à partir d'une planification consciente, pourraient proposer comme modèle alternatif au capitalisme ».

C'est pour cela que les rencontres de « L'Économie des travailleur-se-s » s'appuient systématiquement sur les expériences, tant du point de vue de la critique et la résistance à la gestion de l'économie par les capitalistes que sur le respect des formes de gestion de la classe ouvrière. C'est la raison d'être de l'invitation de la Ve Rencontre internationale au Venezuela, initiée par les travailleur-se-s du Conseil socialiste des travailleur-se-s de l'entreprise VTELCA et un ensemble d'organisations de la classe ouvrière vénézuélienne. En effet, depuis 2011, les travailleur-se-s de la zone franche de Paraguaná « Donato Carmona » articulent un ensemble d'actions qui leur ont permis de mettre en évidence les contradictions du capitalisme mondialisé tout en assumant le rôle historique assigné à la classe ouvrière, il s'agit d'une nouvelle étape de l'approche respectueuse.

III. Modalités : Espaces de connaissance

La Ve Rencontre s'organiserait autour de tables-rondes d'élaboration d'idées selon les axes suivants :

- Crise du capitalisme mondialisé et latino-américain : analyse et réponses du point de vue de l'économie des travailleurs.
- Débats sur l'autogestion, la cogestion, le contrôle ouvrier, le coopérativisme, les entreprises de production sociale (spécifiques au Venezuela) et les autres formes de création de l'économie de la part des travailleuses et les travailleurs.
- Problèmes de construction d'une économie politique du travail : gestion, production et intégration productive, technologie et cadre légal.
- Pouvoir populaire, *comunas* (les Communes vénézuéliennes), propriété sociale et territoire.
- Rôle de la classe ouvrière dans la transformation de l'État.
- Défis du syndicalisme et des autres formes d'organisation des travailleur-se-s dans le capitalisme néolibéral mondialisé.
- Travail précaire, informel et servile : exclusion sociale ou reformulation des formes de travail dans le capitalisme mondialisé ?
- Système éducatif pour la gestion participative, inclusive et démocratique des travailleuses et travailleurs.

IV. Méthodologie de la rencontre

Au fur et à mesure des différentes rencontres internationales et régionales, une méthodologie de débat et de coordination s'est construite, elle s'articule autour de différentes sessions qui visent à faciliter la participation et la discussion approfondie des axes détaillés ci-dessus. Ces axes ont pour objectif de structurer le débat mais ne sont pas restrictifs. Les différentes instances de discussion : des table-rondes avec des intervenant-e-s sélectionné-e-s par le comité organisateur local et international, des table-rondes spécifiques avec des exposés et des communications et enfin des commissions. Il existe également des espaces pour des activités culturelles en lien avec la thématique globale.

1. Les tables-rondes d'exposés : ce sont des table-rondes pour des intervenant-e-s sélectionné-e-s par l'organisation en rapport avec les thèmes. Elles s'organisent autour des axes et elles tentent d'associer des intervenant-e-s nationaux et internationaux, les travailleur-se-s manuel-le-s et intellectuel-le-s. Pour chaque table-ronde, le temps est réparti entre les exposés et les questions ou les interventions des participant-e-s. Les table-rondes se situent dans un espace central et ne se superposent pas à d'autres activités.

2. Les tables-rondes spécifiques : elles s'organisent par axes et sont simultanées. Elles regroupent les exposés présentés et les interventions de travailleur-se-s sur leur expérience (elles ne requièrent pas de communications écrites mais uniquement des brèves synthèses). Des ateliers et des groupes de débat, proposés par les organisations participantes ou le comité organisateur, sont également organisés sur des thèmes spécifiques.

3. Les commissions : ce sont des espaces de discussion ouverts sur les axes thématiques de la rencontre sans intervenant-e-s prédéterminé-e-s. Elles s'alimentent des contenus exposés dans les table-rondes d'exposés **et de travail**.

V. Échéances :

- Échéance pour la transmission des résumés des exposés : 15 mai 2015.
- Échéance pour la transmission des exposés complets et les propositions émanant des collectifs sociaux et de travailleur-se-s : 27 juin 2015.
- Les exposés peuvent être rédigés en espagnol, anglais, français et portugais.
- L'accès à la rencontre est gratuit mais il est nécessaire de s'inscrire au préalable auprès du comité organisateur.

VI. Lieu de la rencontre :

La rencontre se réalisera dans la zone franche industrielle “Donato Carmona” à Punto Fijo, Paraguaná, État de Falcón dans la République bolivarienne du Venezuela.

VII. Équipe organisatrice à Punto Fijo :

Coordination de la Ve Rencontre 2015 au Venezuela – État de Falcón - Péninsule de Paraguaná :

- Franklin Medina, Travailleur de l'Université bolivarienne du Venezuela . Téléphone : 04146968644, courrier électronique : franklinmedina45@gmail.com
- Maximiliano Zapata, Travailleur de Venezolana de Telecomunicaciones C.A. Téléphone 04266691827, courrier électronique : maxzm7@gmail.com
- Oscar E Galicia, Travailleur de Venezolana de Telecomunicaciones C.A. Téléphone 04265644050, courrier électronique : galicia.vtelca@gmail.com
- Oscar J Galicia, Travailleur de Venezolana de Telecomunicaciones C.A. Téléphone 04265642887, courrier électronique : zamarrojesus@gmail.com
- Jaime Corena, Travailleur de Corpivensa. Téléphone 04168649255, courrier électronique : salomonxyz1952@gmail.com

Comité vénézuélien :

Movimiento Nacional por el Control Obrero.
Frente Nacional de Lucha de la Clase Trabajadora.
Juventud Venezolana por la Industrialización Socialista JUVINDUS.
Movimiento Gayones.
Escuela coriana socialista de trabajadores y trabajadoras (Edo. Falcón).
Movimiento Conuco (Edo. Falcón).
MEGUN/Movimiento Estudiantil Gente Unexpo (Edo. Miranda).

Comité organisateur international

Programa Facultad Abierta (Programme Faculté ouverte). SEUBE, Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Buenos Aires (Argentine).
Cooperativa Textiles Pigüé (Argentine).
INCUBES-Universidade Federal da Paraíba (Brésil).
Área de Estudios del Trabajo del Departamento de Relaciones Sociales de la Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco (Mexico).
Núcleo de Solidariedade Técnica (SOLTEC), UFRJ (Brésil).
Programa Procesos de reconfiguración estatal, resistencia social y construcción de hegemonías, Instituto de Ciencias Antropologicas, FFyL, UBA (Argentine).
Unidad de Extensión, Facultad de Cs. Sociales, Universidad de la República (Uruguay).
Carrera de Relaciones del Trabajo, Universidad Nacional Arturo Jauretche (UNAJ), (Argentine).
Association Autogestion (France).
Red Workers Control.net (international).
Officine Zero et Ri-Maflow, usines récupérées (Italie).
Centro para la Justicia Global (Centre pour la Justice Globale), (Mexique / Etats-Unis)
ICEA (Institut de Sciences Économiques et Autogestion (État Espagnol).
Centre for Learning, Social Economy & Work (CLSEW), Université de Toronto, Canada
Casa de los Trabajadores (Maison des travailleurs), Córdoba (Argentine).
Foro Joven (Forum jeune) (Colombie).
Travailleurs de l'usine Vio.Me, Thessalonique (Grèce).
Programa de Antropología e Historia de la Relación Capital-Trabajo en el contexto contemporáneo, Universidad Nacional de Córdoba (Argentine).

Contact comité organisateur international :

Andrés Ruggeri (Programa Facultad Abierta, UBA, Argentina): andres.ruggeri@gmail.com

Comunicaciones en :

Portugués: Flávio Chedid Henriques (SOLTEC, UFRJ, Brasil): flaviochedid@gmail.com

Inglés: Marcelo Vieta (Universidad de Toronto, Canadá): marcelo.vieta@utoronto.ca

Francés: Richard Neuville (Association pour l'Autogestion, Francia): neuville.richard@wanadoo.fr

Informes, inscripciones y envío de propuestas a quintoencuentrovenezuela@gmail.com

Envois des rapports, inscriptions et propositions à :
quintoencuentrovenezuela@gmail.com

Editorial de la lettre d'Avril 2015 : Pour que vive l'internationalisme

Par [Colette Web](#), publié le [13 avril 2015](#)



La publication en France du livre d'Andrés Ruggeri sous le titre « Occuper, résister, produire, Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine » aux éditions Syllepse arrive à point nommé pour rappeler que le phénomène de récupération d'entreprises en Argentine n'est pas qu'un lointain souvenir de la crise de 2001 et qu'il s'est ancré durablement dans la réalité de la classe ouvrière de ce pays. Qu'en perdurant, « le phénomène est devenu « processus » au sens de « modalité réitérée d'action des ouvriers » comme l'atteste de nouveau la dernière enquête de l'université de Buenos Aires, démontrant ainsi que les récupérations se poursuivent.

Car le travail de recherche sur le processus argentin réalisé par l'équipe du programme Facultad Abierta de l'université de Buenos Aires et dirigé par Andrés Ruggeri, joue un rôle essentiel dans l'« essaimage » des expériences en Amérique latine et au-delà. Il donne à voir que ce que les travailleur-se-s argentin-es ont pu démontrer en refusant la logique financière et la fermeture de leurs entreprises est possible ailleurs. Que grâce à la solidarité et la ténacité, il est possible de freiner la voracité de la logique capitaliste et de questionner la sacro-sainte propriété privée. Leur exemple a d'ailleurs fini par traverser les océans, comme en témoigne l'apparition d'entreprises récupérées par les travailleur-se-s en Europe, telles que Vio.me en Grèce, Rimaflo en Italie ou SCOP TI (ex-Fralib) et la Fabrique du Sud (ex-Pilpa) en France. Mais l'équipe de Facultad abierta ne s'est pas contentée d'investiguer sur le processus argentin et, dès 2007, elle a initié les rencontres de l'« Économie des travailleur-se-s », préfigurant la constitution d'un réseau international, qui n'a cessé dès lors de s'étoffer.

Conçues comme des espaces de débat et d'articulation entre des travailleur-se-s, des chercheur-se-s et des militant-e-s sociaux et politiques, autour des problématiques qui concernent les luttes des travailleurs pour l'autogestion, les rencontres internationales de l'Économie des travailleurs permettent l'échange, le partage et la transmission d'expérience. Car les mouvements de reprise d'entreprises se déploient non seulement dans la pratique mais ils sont également porteurs de théorie. S'ils constituent un champ de recherche et d'observation relativement récent, celui-ci s'appuie avant tout sur la lutte quotidienne des travailleurs. Il est donc essentiel d'articuler les pratiques des entreprises récupérées et les apports des chercheur-se-s.

La Ve rencontre internationale de l'Économie des travailleur-se-s se tiendra à Punto Fijo au Venezuela du 22 au 26 juillet. Soucieuse de contribuer à l'envoi d'une délégation française significative (travailleur-se-s d'entreprises récupérées, syndicalistes et autres acteur-trice-s de l'autogestion) à cette rencontre, l'Association Autogestion, structure co-organisatrice, en a fait une priorité pour 2015. Au regard de ses faibles capacités financières, elle a décidé de lancer une souscription pour aider à financer des voyages au Venezuela. Ce défi ne se pourra être relevé que grâce à votre contribution...

Nous comptons sur votre solidarité !

14 février 2015 : Assemblée générale de l'Association Autogestion

Par [Robi Morder](#), publié le [23 février 2015](#)

[...]

Entreprises récupérées en Amérique Latine.

Dégageant les éléments saillants des processus, Richard Neuville a présenté de manière assez développée (mais non exhaustive, chacun-e peut se reporter aux articles ayant été publiés sur le site au cours de l'année écoulée) les évolutions en cours au niveau des récupérations d'entreprises par les travailleurs en Argentine, au Brésil, en Uruguay et évoqué les expériences de cogestion et de contrôle ouvrier au Venezuela. La genèse des rencontres de « L'économie des travailleur-se-s » et des rencontres régionales (européenne, sud-américaine et nord-centre américaine) qui se sont tenues en 2014, soulignent les enjeux de la prochaine rencontre internationale biennale qui se déroulera à Punto Fijo au Venezuela en juillet 2015.

L'association pour l'autogestion, en tant que structure coorganisatrice, y prendra toute sa place et contribuera notamment à permettre la participation la plus large d'une délégation française. Nous impulserons ainsi une souscription pour que des travailleurs de Fralib, de Pilpa, des syndicalistes, etc. puissent assister à ces rencontres. Pour ce faire, nous rechercherons des contacts avec d'autres structures, et ferons connaître notre initiative à la presse, au FSM de Tunis et par tous moyens.

Enjeux et défis de la Ve Rencontre internationale de l'Économie des travailleuses et des travailleurs

Par [Richard Neuville](#), publié le [5 mars 2015](#)



Usine fermée – usine prise (récupérée)

La prochaine rencontre internationale biennale de l'Économie des travailleuses et des travailleurs se déroulera dans les locaux de l'usine nationalisée VTELCA (Venezolana de Telecomunicaciones) à Punto Fijo dans la péninsule de Paraguaná au Venezuela du 22 au 26 juillet 2015. Elle revêtira un caractère particulier au regard des expériences en cours et de la nature, bien qu'en crise, du pouvoir dans ce pays. Ainsi, le comité d'organisation local est notamment animé par le Comité national pour le contrôle ouvrier et le Front national de lutte de la classe ouvrière, ainsi que par des travailleur-se-s engagé-e-s dans les expériences concrètes de contrôle ouvrier ou de cogestion, bien distinctes de celles des entreprises récupérées argentines, brésiliennes, uruguayennes ou européennes, autonomes des états. Ce sera donc l'occasion de revisiter les concepts d'autogestion, de gestion ouvrière, de cogestion, de contrôle ouvrier, de coopérativisme, d'entreprises de production sociale (spécifiques au Venezuela) à partir de la praxis, une confrontation indispensable entre la théorie et la pratique dans la perspective d'une actualisation de ces débats. Tout comme la relation dialectique et la confrontation entre pouvoir étatique et autonomie du mouvement populaire qui devrait être au cœur des débats.

Initiées par des universitaires du programme « Faculté ouverte » de la Faculté de philosophie et de lettres de l'Université de Buenos Aires (Argentine), les deux premières éditions se sont tenues en 2007

et 2009 à Buenos Aires. La 3e rencontre a eu lieu à l'Université autonome métropolitaine et l'unité Xochimilco (UAM-X) à Mexico en partenariat avec le Département des relations sociales de cette université en 2011. Enfin, la 4e édition s'est déroulée à João Pessoa dans les locaux de l'université fédérale de Paraíba (Brésil) en partenariat avec le département Incubateur d'entrepreneurs solidaires (INCUBES) et le Groupe d'assistance technique (SOLTEC) de l'université fédérale de Rio de Janeiro en juillet 2013. En 2015, pour la première fois, la rencontre internationale ne se déroulera pas dans une université.

Lors de la précédente édition, il avait été acté d'organiser des rencontres régionales au cours des années intermédiaires. C'est dans ce cadre que les rencontres européenne, sud-américaine et nord-centre-américaine ont été organisés respectivement en janvier, octobre et novembre 2014 à Gémenos (dans l'usine Fralib), à Pigüé (Argentine) et à Mexico. Celles-ci ont été des succès indéniables et se sont tenues, pour les deux premières, dans des usines récupérées, et la dernière au sein de l'université ouvrière. L'objectif est désormais de réussir la convergence de ces trois initiatives régionales à l'occasion de la prochaine rencontre internationale biennale au Venezuela.

Depuis leur origine, ces rencontres sont conçues avant tout comme des espaces de débat et d'articulation entre des travailleur-se-s, des syndicalistes, des militant-e-s sociaux et politiques et des chercheur-se-s autour des problématiques qui concernent les luttes des travailleurs et des travailleuses pour l'autogestion. Les mouvements de reprise d'entreprises sont non seulement pratiques mais porteurs de théorie. Il est donc essentiel d'articuler les pratiques des entreprises récupérées et les apports des chercheur-se-s. Elles s'intitulent « Économie des travailleurs » pour élargir le mouvement aux multiples formes de luttes du monde du travail qui pourraient s'y agréger. Elles visent également à contribuer à la construction d'alternatives face à la crise provoquée par le capitalisme global.

En articulant l'échange entre le monde universitaire engagé avec ces luttes, les travailleur-se-s, les syndicalistes et les militant-e-s sociaux, les rencontres de « L'Économie des travailleur-se-s » tentent d'aborder ces questions et de mettre en débat la lutte des travailleurs et des travailleuses dans les différents contextes nationaux, régionaux et internationaux. Elles cherchent ainsi à créer des espaces de débat qui se développent à partir des perspectives des expériences d'autogestion économique des travailleur-se-s. Les entreprises récupérées, les expériences autogestionnaires du travail, les coopératives, les mouvements de travailleurs organisés syndicalement, les travailleurs ruraux, les mouvements sociaux, les courants politiques et intellectuels, entre autres, ont contribué au développement de ces rencontres.

La Ve Rencontre s'organisera autour de tables-rondes d'élaboration d'idées selon huit axes :

- * Crise du capitalisme mondialisé et latino-américain : analyse et réponses du point de vue de l'économie des travailleurs.
- * Débats sur l'autogestion, la cogestion, le contrôle ouvrier, le coopérativisme, les entreprises de production sociale (spécifiques au Venezuela) et les autres formes de création de l'économie de la part des travailleuses et les travailleurs.
- * Problèmes de construction d'une économie politique du travail : gestion, production et intégration productive, technologie et cadre légal.
- * Pouvoir populaire, *comunas* (les Communes vénézuéliennes), propriété sociale et territoire.
- * Rôle de la classe ouvrière dans la transformation de l'État.
- * Défis du syndicalisme et des autres formes d'organisation des travailleur-se-s dans le capitalisme néolibéral mondialisé.
- * Travail précaire, informel et servile : exclusion sociale ou reformulation des formes de travail dans le capitalisme mondialisé ?

* Système éducatif pour la gestion participative, inclusive et démocratique des travailleuses et travailleurs.

Actuellement, le comité organisateur international regroupe très majoritairement des acteurs issus des Amériques : des départements d'universités d'Argentine, du Brésil, du Canada, du Mexique, d'Uruguay, du Venezuela, des associations ou collectifs des États-Unis, de Colombie et des organisations de travailleur-se-s impliqué-e-s dans les expériences dans ces différents pays. Coté européen, aucune université n'y participe mais des associations telles que l'Association Autogestion, l'Institut de sciences économiques et autogestion (État espagnol), le réseau Worker's control.net ou des collectifs de travailleur-se-s tels que Officine Zero et Ri-Mafrow, usines récupérées (Italie) et Vio.Me, Thessalonique (Grèce) ont été intégrés. Globalement, l'objectif est de réunir des travailleur-se-s, des syndicalistes, des militant-e-s sociaux et politiques et des universitaires des différents continents.

Pour l'Europe et à commencer par la France, le défi à relever est de parvenir à mobiliser de nombreux acteurs. L'Association Autogestion en a fait une de ses priorités pour l'année en cours, d'autant plus qu'à sa création, elle a inscrit comme objectif de mener un travail à l'échelle internationale pour observer, voire analyser les différentes formes de résistance au capitalisme mondialisé et d'auto-organisation porteuses d'alternatives.

En tant que structure coorganisatrice, elle a une responsabilité particulière pour contribuer à la réussite de cette rencontre en œuvrant notamment à constituer une délégation française significative. Son implication dans la préparation a été débattue lors de l'assemblée générale le 14 février dernier, il a été décidé d'organiser la participation de travailleurs d'entreprises récupérées, de syndicalistes et autres acteurs de l'autogestion. Dans les prochaines semaines, des contacts vont être pris pour y contribuer. En outre, afin que les raisons financières ne soient pas un frein, le principe du lancement d'une souscription a été acté pour aider à financer des voyages.

La convocation en français et en castillan

[Convocation V rencontre économie des travailleur-se-s Venezuela français](#)

[V Encuentro convocatoria Castellano](#)

Pour en savoir plus

- Richard Neuville, « L'économie des travailleur-se-s », une Rencontre sud-américaine porteuse de perspectives », Novembre 2014. <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4641>

- Richard Neuville, « Rencontre européenne « L'économie des travailleurs » dans l'entreprise Fralib », publié dans Contre Temps n°22 – Été 2014, p.99-103. <http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/07/rencontre-europeenne-leconomie-des.html>

- Benoît Borrits, « Rencontres « L'économie des travailleurs » : un essai à transformer », Février 2014. <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3939>

- Richard Neuville, « Les alternatives autogestionnaires et le travail face à la crise économique globale », Ive Rencontre de l'économie des travailleurs à Paraiba (Brésil), Septembre 2013. <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3343>

- Site du Programme « faculté ouverte » de l'université de Buenos Aires : <http://www.recuperadasdoc.com.ar>
<https://www.facebook.com/ProgramaFacultadAbierta>

Premières rencontres régionales de « L'économie des travailleur-se-s » à Pigüé et à Mexico

Par [Richard Neuville](#), publié le [2 octobre 2014](#)



Cet automne, deux rencontres régionales “L'économie des travailleur-se-s » sont programmées :

- la première, sud-américaine, se déroulera les 3 et 4 octobre à Pigüé (au sud de la province de Buenos Aires) en Argentine dans la coopérative Textiles Pigüé, à laquelle l'association pour l'autogestion sera représentée par Richard Neuville ;
- la seconde, nord et centre-américaine / Caraïbes, aura lieu les 7 et 8 novembre dans la ville de Mexico (à l'université autonome UNAM ou dans un quartier populaire).

Ces rencontres sont conçues comme des espaces de débat et d'articulation entre des travailleur-se-s, des militant-e-s sociaux et politiques, des intellectuel-le-s et des universitaires concernant les problèmes et les potentialités de « l'économie des travailleur-s-e-s ». Celle-ci est basée sur l'autogestion et la défense des droits et des intérêts des travailleur-se-s dans le cadre des conditions actuelles du capitalisme mondialisé. Les rencontres s'appuient sur les expériences des entreprises récupérées par les travailleurs, du mouvement coopératif, de contrôle ouvrier et de cogestion, de l'économie solidaire et toutes autres luttes auto-organisées pour la sauvegarde des emplois et la gestion directe des entreprises. Elles visent également à contribuer à la construction d'alternatives face à la crise provoquée par le capitalisme global.

En Amérique latine, des mouvements sociaux, des organisations populaires et des mouvements de travailleurs ont développé des processus d'organisation de base qui ont adopté l'autogestion des unités économique de production et de services comme les entreprises récupérées ou d'autres formes d'autogestion du travail tant urbaines que rurales. Dans certains cas, ces mouvements populaires sont parvenus à influencer des gouvernements, comme on l'observe dans plusieurs pays d'Amérique du sud, en posant de fait la question du rôle des Etats en tant que catalyseurs potentiels de ces processus, ce qui interroge de nouveau la relation entre le pouvoir étatique et l'autonomie du mouvement populaire.

Ces deux rencontres régionales “L'économie des travailleur-se-s » font suite aux quatre rencontres internationales qui se sont déroulées entre 2007 et 2013 à Buenos Aires (2007 et 2009), Mexico (2011) et João Pessoa(2013). Lors de la dernière rencontre au Brésil, il avait été acté d'organiser des rencontres régionales entre chaque rencontre internationale qui se tiennent tous les deux ans[1]. Consécutivement à cette décision, la première rencontre régionale a été organisée en Europe les 31 janvier et 1^{er} février dernier à Gémenos dans les locaux de Fralib[2].

Les deux rencontres programmées cet automne seront les premières à vocation régionale en Amérique du Sud puis en Amérique du Nord, Centrale et les Caraïbes. La 5^e rencontre internationale se déroulera dans l'usine Vtelca (Venezolana de Telecomunicaciones) à Punto Fijo dans l'Etat de Falcón au Venezuela en juillet 2015.

Ci-joint les convocations (en castillan pour la première, en anglais pour la seconde) :

[Encuentro sudamericano-Convocatoria](#)

[The Workers' Economy Mexico](#)

[1] Richard Neuville, « Les alternatives autogestionnaires et le travail face à la crise économique globale », Septembre 2013. Consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3343>

[2] Richard Neuville, « Rencontre européenne « L'économie des travailleurs » dans l'entreprise Fralib », publié dans ContreTemps n°22 – Eté 2014, p.99-103. Consultable sur :

<http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/07/rencontre-europeenne-leconomie-des.html>

Benoît Borrits, « Rencontres « L'économie des travailleurs » : un essai à transformer », Février 2014. Consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3939>

« L'économie des travailleur-se-s », une rencontre sud-américaine porteuse de perspectives

Richard Neuville – 4 novembre 2014



La première rencontre sud-américaine de « L'économie des travailleur-se-s » s'est tenue les 3 et 4 octobre en Argentine. Elle s'inscrivait dans le prolongement de son homologue européenne réunie à Gémenos début 2014 et précédait celle de la région nord et centre-américaine / Caraïbes prévue les 7 et 8 novembre prochains à Mexico. L'objectif est désormais de réussir la convergence de ses trois initiatives régionales à l'occasion de la prochaine rencontre internationale biennale qui se déroulera dans l'usine VTELCA (Venezolana de Telecomunicaciones) à Punto Fijo au Venezuela en juillet 2015¹.

¹ Pour en savoir plus sur les Rencontres de « l'Economie des travailleurs », lire les différents articles :
- Richard Neuville, « Les alternatives autogestionnaires et le travail face à la crise économique globale », Septembre 2013. Consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3343> ;

L'association pour l'autogestion, représentée à Pigüé par l'auteur de cet article, se mobilisera dans les prochains mois pour que le continent européen soit dignement représenté pour cette Ve rencontre mondiale.

Une entreprise récupérée de haute lutte

Cette rencontre se déroulait à Pigüé dans les locaux de la Coopérative Textiles du même nom. La particularité de cette usine récupérée est d'être installée dans une petite ville conservatrice de 15 000 habitant-e-s, dans une région peu industrialisée et dont l'activité économique repose essentiellement sur l'élevage bovin. En effet, Pigüé se situe en pleine Pampa à près de 600 kilomètres de Buenos Aires. Autre caractéristique, elle fut créée à la fin du XIXe siècle par des immigrant-e-s français originaires de l'Aveyron (une quarantaine de familles rouergates fuyant la misère s'y installèrent et la colonisèrent).

La Coopérative Textiles Pigüé regroupe aujourd'hui 130 travailleur-se-s associé-e-s. Leur longue lutte fut beaucoup moins médiatisée au niveau international que celles des entreprises Zanón / FaSinPat ou Bruckman, largement relayées par des réseaux politiques, mais qui peut s'expliquer également par le fait qu'elle débuta légèrement après la vague d'occupations d'entreprises de 2001/2002. Elle put cependant bénéficier du soutien indéfectible de l'association des Mères de la Place de Mai et, notamment, celle qui était sa présidente à l'époque, Hebe de Bonafini, du Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) récemment créé, ainsi que d'universitaires engagés dans le programme « Faculté ouverte » de l'université de Buenos Aires. L'entreprise de Pigüé appartenait au conglomérat Gatic SA, qui détenait des licences d'Adidas et d'autres marques pour la fabrication d'articles de sport répartie dans une dizaine d'usines, employant jusqu'à 8 000 travailleur-se-s, dont 500 travailleurs sur le site de Pigüé dans les années 90. En septembre 2003, quand la production fut interrompue, que les salaires n'étaient plus versés et, alors que le syndicat recommandait la passivité dans l'attente du résultat des négociations sur l'indemnisation des 220 travailleur-se-s encore présent-e-s et postulait sur une hypothétique reprise de l'entreprise, une soixante d'entre eux-elles décidèrent d'occuper l'usine avec le soutien du MNER. En février 2004, 150 travailleur-se-s constituèrent la coopérative et l'occupation se poursuivit jusqu'à l'expulsion par la police en août 2004. Après l'approbation d'une loi d'expropriation par le parlement de la province de Buenos Aires en décembre 2004, les travailleurs décidèrent de réoccuper l'usine en janvier 2005 et commencèrent à produire, en s'inspirant du mot d'ordre du MNER « Occuper, résister, produire ». Il faudra cependant attendre décembre 2013 pour que l'expropriation définitive de l'usine soit entérinée à l'issue d'une lutte héroïque de dix ans, ponctuée par de nombreux rebondissements politiques et juridiques².

Une indispensable accumulation d'expériences pour construire des alternatives concrètes au capitalisme

Il convient tout d'abord de saluer les travailleur-se-s de la coopérative Textiles Pigüé pour la très bonne organisation logistique de cette rencontre. Celle-ci a réuni plus de 250 participant-e-s, en grande majorité des travailleur-se-s d'entreprises récupérées (ERT) argentines mais également des militant-e-s sociaux et politiques, des intellectuel-le-s et des universitaires brésilien-ne-s, colombien-ne-s, uruguayen-ne-s,

- "Rencontre européenne L'économie des travailleurs dans l'entreprise Fralib", publié dans ContreTemps n°22 - Été 2014, p.99-103. Consultable sur :

<http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/07/rencontre-europeenne-leconomie-des.html> ;

- « Premières rencontres régionales de « L'économie des travailleur-se-s » à Pigüé et à Mexico », Septembre 2014. Consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4497>

- Benoît Borrits, « Rencontres « L'économie des travailleurs » : un essai à transformer », Février 2014. Consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3939>

² Andrés Ruggeri y co, « Cooperativa Textiles Pigüé – un historia de la recuperación de una fábrica de Gatic », Ediciones Continente – Biblioteca Economía des los Trabajadores, Buenos Aires, 2014.

vénézuélien-ne-s et une petite délégation de français-ses qui s'intéressent aux problèmes et aux potentialités de « l'économie des travailleur-s-e-s » dans une perspective de construction d'alternatives à la crise du capitalisme mondialisé.

La rencontre se déclinait autour de six axes, articulants des tables rondes, des débats et des travaux en commissions :

- La situation latino-américaine dans la nouvelle crise du capitalisme : analyses et réponses de l'économie des travailleurs ;
- L'autogestion en débat : autogestion, cogestion, contrôle ouvrier, coopérativisme et autres formes de gestion économique ;
- Les problèmes de l'autogestion : gestion, production et intégration productive, technologie, la situation légale ;
- Le rôle de l'Etat et les politiques publiques dans les processus d'autogestion ;
- Les défis du syndicalisme et des autres formes d'organisation des travailleur-se-s dans le contexte capitaliste actuel ;
- Le travail précaire, informel et l'exploitation : Exclusion sociale ou reformulation de formes de travail dans le capitalisme mondialisé.

Les nombreux témoignages de travailleur-se-s engagé-e-s dans des expériences très diverses, plus ou moins anciennes, et confrontées à des problèmes différents ont permis d'appréhender la réalité des processus en cours. En effet, alors que les coopératives argentines des secteurs de l'imprimerie et de la métallurgie ont, pour l'essentiel, largement consolidé leur outil de travail et ont constitué des réseaux pour mutualiser les investissements et la production, les travailleur-se-s de l'hôtel Bauen restent sous la menace d'une expulsion du jour au lendemain. D'une manière générale, il existe une grande diversité des ERT, caractérisée par des pratiques très variables comme l'a expliqué la sociologue Melina Perbellini.

Le processus de récupération d'entreprises par les travailleur-se-s en Argentine évolue comme l'a montré le dernier relevé publié en avril 2014. 311 ERT ont été répertoriées dont une soixantaine au cours des trois dernières années, avec une diversification des secteurs d'activité comme le démontrent notamment les récupérations de restaurants ou d'établissements scolaires, il se traduit également par une extension géographique à quasiment l'ensemble du pays³. La même tendance est observée en Uruguay, alors que le processus s'est nettement ralenti au Brésil à partir de 2003 après avoir été précurseur dans les années 90⁴.

Si le débat entre nationalisation sous contrôle ouvrier et coopérativisme a été clos très rapidement en Argentine (période 2002/2003) selon José Abellí⁵, les travailleur-se-s brésiliens de Flaskô⁶ continuent de le poser, tout comme leurs homologues vénézuéliens en revendiquant le contrôle ouvrier plutôt que la gestion ouvrière directe. D'une manière générale, le dilemme entre, d'un côté, un rapport privilégié avec l'Etat et la revendication de politiques publiques et, de l'autre, l'autonomie du pouvoir populaire reste prégnant. Il pose de fait la nature même de l'Etat et de ses institutions, selon leur caractérisation bourgeoise ou qu'il soit dans une perspective socialiste. De ce point de vue, la confrontation avec des fonctionnaires argentins en charge des programmes d'appui et du cadre législatif a été pour le moins percutante. Les travailleur-se-s ont notamment déploré l'absence de clarté des politiques publiques et de résolution de la couverture sociale, et les freins politiques et juridiques à la mise en œuvre des lois d'expropriation. De l'autre côté du Rio de la Plata, en Uruguay, la situation est différente, les

³ Richard Neuville, « Plus de 60 entreprises récupérées en trois ans en Argentine », Avril 2014. Consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4227>

⁴ Richard Neuville, « Les entreprises récupérées par les travailleurs au Brésil », Mai 2014. Consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4354>

⁵ Ancien vice-président du Mouvement national des entreprises récupérées (MNER).

⁶ Vanessa Sigolo, « Flaskô, dix ans d'occupation d'usine » et « Manifeste : 10 années d'occupation de l'usine Flaskô », traduction Richard Neuville, 2014. Consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4090>

engagements de l'Etat et à un niveau personnel celui du président Pepe Mujica ces dernières années ont permis de mettre en place un fond spécifique d'aides aux entreprises autogérées et de résoudre la question de la sécurité juridique relative aux expropriations.

Des représentants de l'économie populaire (*cartoneros*, bénéficiaires de programmes sociaux, etc.) ont rappelé l'importance du développement de processus d'organisation à la base (à partir du territoire et de la communauté). Ces dernières années, les mouvements populaires ont adopté des formes d'autogestion pour constituer des unités économiques de production et de services dans des zones aussi bien urbaines que rurales. Les intervenants ont notamment insisté sur la nécessité de conquérir un véritable statut de travailleur-se-s, posant ainsi les défis de l'organisation des travailleur-se-s informel-le-s, dont certain-e-s n'ont jamais travaillé dans une entreprise classique. Et, d'observer que si, dans une période de forte croissance, 5 millions d'emplois ont été créés en une décennie en Argentine, beaucoup de travailleur-se-s restent sans emploi. Plus généralement, ces mouvements populaires sont parvenus à exercer une influence sur les gouvernements, comme on l'observe dans plusieurs pays d'Amérique du sud, en actualisant la question du rôle des Etats en tant que catalyseurs potentiels de ces processus, ce qui interroge de nouveau la relation entre le pouvoir étatique et l'autonomie du mouvement populaire.

Flávio Chedid, universitaire brésilien, auteur d'une analyse comparative sur la technologie sociale entre les expériences argentines et brésiliennes, a rappelé que les ERT se distinguent nettement des entreprises classiques, elles adoptent de moindres rythmes de travail qui se traduisent par une baisse sensible du nombre d'accidents du travail ; elles développent des activités éducatives, culturelles, agro-écologiques en lien avec les communautés ; elles améliorent les relations entre les travailleur-se-s ; elles constituent des réseaux pour mutualiser les investissements et la production ; elles remettent en cause la division des tâches et contribuent à l'émancipation des femmes à travers notamment la prise de responsabilité sur les lieux de travail ; enfin, elles permettent l'instauration d'une véritable démocratie interne⁷.

Cette brève présentation ne permet pas de décrire de manière exhaustive la multiplicité des interventions, les thèmes abordés et la richesse des échanges. De mon point de vue, le rapport au marché et la mise en place de circuits de distribution alternatifs n'ont pas suffisamment été traités. Mais les travaux en commission les ont évoqués partiellement et ils ont permis d'établir une liste de problèmes, de questionnements sur lesquels il importerait d'agir, de réfléchir et d'améliorer : l'expropriation des entreprises capitalistes, l'accès aux lignes budgétaires des programmes publics, l'achat des produits par les pouvoirs publics, la diffusion des expériences, les relations avec les syndicats, les contradictions dans les pratiques quotidiennes, les rapports avec les Etats et ceux entre l'économie sociale et l'économie populaire.

Une solidarité internationaliste bien affirmée

L'assemblée a décidé de mettre en place un « fond de soutien des luttes » pour la récupération des entreprises. Elle a adopté des déclarations de soutien aux travailleur-se-s de Bauen⁸, à la mémoire de Robert Serra, député vénézuélien assassiné le 1^{er} octobre et un clip a été tourné en solidarité avec les travailleur-se-s de Rimaflo (Italie) qui ont récupéré leur outil de travail il y a un an. Un message des travailleur-se-s de Fralib saluant cette rencontre a également été lu. Au cours de ces deux journées, des films sur les expériences de luttes des travailleur-se-s de Bauen, de Flaskô, des Textiles Pigüé et « El diario del centro del país »⁹, journal récupéré à Cordoba ont été projetés.

⁷ Flávio Chedid, *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores Brasil e Argentina*, Editora Insular, Florianópolis, 2014.

⁸ Voir Appel « 15 et 16 avril : Solidarité avec les travailleurs de l'hôtel Bauen », Traduction Richard Neuville, Avril 2014, consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4165>

⁹ Voir les articles de : Baptiste Bloch, « El diario del centro del país » : success story d'une entreprise récupérée argentine", Février 2013, consultable sur : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=2596> ; Nils Solari, « Argentine : l'expérience d'un journal récupéré et autogéré », Juin 2013, <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3160> et de Construire l'utopie, « El diario » un journal récupéré et autogéré par ses travailleurs », Novembre 2013, <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3561>

Cette rencontre régionale sud-américaine a été une bonne préparation pour celle de Punto Fijo qui réunira à l'échelle internationale des représentant-e-s de plusieurs continents pour débattre des problèmes et des potentialités de l'économie des travailleur-se-s. Plus que jamais, l'autogestion et la récupération des entreprises constituent une alternative pour garantir les droits et les intérêts des travailleur-se-s face au capitalisme mondialisé, qui aliène et exploite de plus en plus. Ces rencontres s'appuient avant tout sur les expériences des entreprises récupérées par les travailleurs, du mouvement coopératif, de contrôle ouvrier et de cogestion, de l'économie solidaire et toutes autres formes de luttes auto-organisées pour la sauvegarde des emplois et la gestion directe des entreprises. Elles permettent notamment de confronter des positions entre les acteur-trice-s des ERT, les milieux sociaux, politiques, intellectuels et universitaires dans le but d'esquisser des pistes d'alternatives concrètes au capitalisme et de consolider les expériences en cours. Convaincue de leur intérêt et de leur visée internationaliste, l'association pour l'autogestion s'y engage totalement et, en sa qualité de structure coorganisatrice de la prochaine rencontre internationale, elle œuvrera pour qu'une délégation européenne plurielle et conséquente soit présente à Punto Fijo.

Richard Neuville

<http://www.autogestion.asso.fr/?p=4641>

Rencontres « L'économie des travailleurs » : un essai à transformer

Par [Benoît Borrits](#), publié le [5 février 2014](#)



Les premières rencontres européennes « L'économie de travailleurs » se sont déroulées les 31 janvier et 1er février chez les Fralib à Gémenos (13). 200 personnes ont ainsi pu débattre, confronter les expériences et surtout de tenter de répondre à la question de savoir si les initiatives de reprise d'entreprises par les salariés sont une réponse à la crise et préfigurent l'organisation d'une nouvelle société. Une réussite indéniable qui appelle de nouveaux développements.

Les reprises d'entreprises par les salariés se multiplient aujourd'hui en Europe. En France, de nombreuses reprises se sont concrétisées ces deux dernières années : [SeaFrance](#), Helio-Corbeil, [Arfeo](#), Fontanilles, [SET](#) et tout récemment [Pilpa](#). En Italie, deux sites industriels fermés par leurs propriétaires sont occupés par leurs travailleurs qui inventent une nouvelle façon de produire ([Rimaflow](#) et [Officine Zero](#)). En Grèce, les anciens salariés de l'entreprise [Vio.Me](#) occupent leur site et ont lancé, sous une forme autogérée, une nouvelle production de produits ménagers biologiques. Il semblerait que l'Europe, en crise économique depuis plus de cinq années, suive la voie des expériences latino-américaines de récupérations d'entreprises par les travailleurs qui se pratiquent là-bas depuis plus de vingt ans.

C'est dans ce contexte, et à l'initiative du Programme « Faculté ouverte » de l'Université de Buenos Aires, de l'Aire d'Etudes du travail de l'Université autonome de Mexico-Xochimilco, de l'Association Solidarité Provence Amérique du Sud, de l'Association Autogestion, de l'Institut de Sciences Economiques et de l'Autogestion (Etat espagnol), du site Workerscontrol.net et des travailleurs de Fralib, que les premières rencontres européennes « L'économie des travailleurs » se sont déroulées les 31 janvier et 1er février dans le prolongement des quatre éditions internationales organisées en Amérique latine. Préparées en un délai record – moins de deux mois –, la participation de 200 personnes à ces rencontres dans l'usine occupée par les Fralib, est indéniablement un succès. Outre la participation des Fralib et des travailleurs de diverses entreprises, des syndicalistes, de nombreux collectifs, des étudiants et universitaires ou simplement des militants ont pu échanger et converser. Grâce à la présence active du réseau de traducteurs-militants Babels, les échanges ont pu se mener, de façon quasi-simultanée, en français, espagnol, anglais et italien.



Session d'ouverture des travaux

Est-ce que ces reprises d'entreprises constituent une réponse crédible et viable à la progression du chômage et de la pauvreté en Europe tout en offrant une alternative à l'exploitation et à l'aliénation qui constituent le fondement du système capitaliste ? Voilà la question à laquelle les participants ont tenté de répondre sur ces deux jours. Comme l'indiquait Andrés Ruggeri, chercheur militant de l'Université de Buenos Aires, l'aspiration à la démocratisation de la production et à la redistribution de la richesse est « *dans l'ADN des travailleurs* ». Cependant, il apparaît que les expériences de mise en autogestion des entreprises ne suivent jamais un même modèle. Dans certains cas, privilégiés par les organisations du mouvement coopératif, les salariés ont potentiellement toutes les cartes en main pour reprendre la production sous leur contrôle : les clients ainsi que les financements. Cela a été le cas de [Ceralep](#), de SeaFrance et c'est sans doute celui que recherchent, a minima, les Fralib pour pouvoir repartir. Dans d'autres, le contexte est plus délicat. Entreprises abandonnées par les anciens actionnaires, productions qui ne répondent plus à aucune demande solvable. Tout est alors à repenser. Situations économiquement difficiles mais ô combien riches en changement social et écologique. L'occasion de questionner le sens des productions antérieures, de promouvoir des productions socialement et écologiquement utiles. C'est le cas de Vio.Me., de Rimaflow, d'Officine Zero et de La Fabrique du Sud – ex-Pilpa. Cette dimension n'est d'ailleurs pas anecdotique dans le projet de reprise des Fralib. A l'avenir, un des enjeux de ces rencontres sera de combiner ces deux aspects et cela suppose de nouvelles propositions à émettre et/ou à reprendre par les acteurs de ces luttes ainsi que les mouvements syndicaux et politiques.

Dans l'immédiat, ces rencontres ont permis des échanges entre entreprises récupérées, l'occasion d'entrevoir des actions communes. Pourquoi ne pas généraliser la campagne de boycott des produits d'Unilever à l'ensemble de l'Europe, ce que les travailleurs de Vio.Me. en Grèce ont commencé spontanément ? Il est vrai qu'Unilever multiplie les licenciements comme par exemple aux soupes Knorr en Alsace. Inversement, Vio.Me. avait initié une campagne nationale et internationale pour obtenir sa régularisation, régularisation qui lui permettrait de commercialiser ses produits dans des réseaux traditionnels. Un appui international du réseau eut été un plus dans cette campagne. Autre idée : celle d'échanger les productions entre entreprises. On pourrait imaginer que les productions des Fralib, de la Fabrique du Sud, de Vio.Me. ou encore des deux entreprises italiennes soient échangées. Une approche indiscutablement intéressante en tant qu'acte militant mais discutable d'un point de vue environnemental où le développement d'une économie de proximité doit être privilégié. Une première discussion a eu lieu sur l'idée d'un fonds de solidarité, d'outils de mise en réseau, de prise de décisions collectives ainsi que de promotion d'initiatives autogérées et d'élaboration théorique. A cet égard, le site multilingue workerscontrol.net sera certainement un atout non négligeable de ces prochains développements.



Samedi matin, les participants visitent l'usine en petits groupes

Les participants ont décidé du principe de dresser une cartographie des entreprises récupérées en Europe en s'appuyant sur les outils et méthodologies utilisés par les universitaires argentins et brésiliens. La construction d'un réseau européen a également été envisagée afin de permettre les échanges entre les travailleurs des entreprises récupérées.

Malgré le faible nombre d'entreprises représentées, cette rencontre est indiscutablement une réussite et marque l'émergence d'une nouvelle mouvance politique large, dépassant les frontières idéologiques ou partidaires, pour laquelle, la prise de contrôle des travailleurs sur la production est centrale dans un projet d'émancipation humaine.

La prochaine rencontre internationale se déroulera en juillet 2015 au Venezuela. D'ici là, comme décidé au Brésil l'été dernier, une deuxième rencontre régionale (Amérique latine) aura lieu en novembre 2014 en Argentine. Après ce succès, ces premières rencontres européennes ne devraient pas rester sans lendemain.

<http://www.autogestion.asso.fr/?p=3939>